

Les enjeux contemporains du développement au Nord et au Sud



©Meur

Carmelina Carracillo

(Relecture par la Commission Politique d'E&F)

Mars 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

A la veille de l'anniversaire d'Entraide et Fraternité et au moment où l'organisation travaille sur ses orientations stratégiques pour les années à venir, les partenaires du Sud et du Nord de l'ONG se sont réunis pour identifier les enjeux contemporains du développement suite à une analyse de leurs expériences respectives. Ce qui ressort de ces échanges, c'est le refus de croire que le libre marché et le progrès technique, à eux seuls, feront avancer l'humanité. Mouvements paysans et société civile du Nord et du Sud affirment que, malgré les difficultés, il n'est pas trop tard pour inverser le sens des choses.

Le point grâce aux conclusions de ces analyses.

Au Nord et au Sud, les organisations agissent dans des contextes différents. L'histoire socioéconomique, politique et culturelle de chaque pays, de chaque région, imprègne le tissu dans lequel elles vivent et configure, à chaque fois, le paysage des sociétés de façon spécifique.

Plusieurs constats amènent les organisations à observer qu'une même évolution mondiale entraîne des conséquences, tantôt semblables tantôt différentes, sur les populations du Nord et du Sud.

- Ainsi dans le monde, l'augmentation et/ou la stagnation de la pauvreté n'est plus à prouver que ce soit en milieu rural ou urbain même si cette pauvreté est beaucoup plus massive au Sud (bidonvilles énormes, insécurité alimentaire chronique). Au Nord comme au Sud, croissent les problèmes d'accès au logement et à la terre, le surendettement des ménages, la

précarisation des contrats de travail, les migrations, ...

- Au Nord comme au Sud, les effets du système agroalimentaire mondial ont des conséquences différentes sur les populations. Au Sud, on meurt encore de faim alors que les producteurs locaux de denrées alimentaires, pourtant capables de nourrir les populations, ne peuvent plus vivre de leur exploitation. Au Nord, on constate de plus en plus de problèmes de santé notamment chez les jeunes (régimes alimentaires, anorexie et mal bouffe) et une inégalité dans la consommation alimentaire (produits de masse pour les plus pauvres et de luxe pour les autres).
- Au Nord comme au Sud, on assiste à un désarroi grandissant chez les jeunes tandis que les droits/intérêts des femmes, malgré la panoplie de mesures nationales et internationales en leur faveur, restent encore et toujours insuffisamment pris en compte.
- Enfin, au Nord comme au Sud, les effets du réchauffement climatique conjugués à ceux d'un développement industriel aveugle est à l'origine de catastrophes et d'effets pervers sur l'environnement et la santé des personnes.

Cette évolution n'est pas sans avoir des répercussions sur le travail des organisations de la société civile du Nord et du Sud.

1. Le travail social comme celui en développement s'oriente de plus en plus vers une gestion de la pauvreté : on catégorise, on spécialise et on évalue selon des critères empruntés aux sciences économiques en vogue ("performance" et "rentabilité"). Les résultats demandés sont loin d'être qualitatifs.

La priorité est aux chiffres : autant de chômeurs/euses intégrés au Nord, autant de familles bénéficiaires au Sud. Les outils d'évaluation des actions sont généralement conçus loin du terrain où celles-ci se déroulent. Ils ne permettent pas de rendre suffisamment compte des impacts réels des projets/programmes. Par ailleurs, d'autres logiques dominantes entrent en compte parmi lesquelles celle de l'assistance (on "s'occupe" des pauvres au Nord comme au Sud), celle de la technique (valorisation des formations techniques au détriment des formations citoyennes, élaboration et réalisation de projets ultra sophistiqués sans prise en compte des besoins/savoirs locaux) et enfin, celle des bonnes intentions non critiques qui donnent bonne conscience au Nord comme au Sud (activisme sans réflexion).

2. Au Nord comme au Sud, on assiste au même paradoxe : d'une part, les initiatives de lutte contre la pauvreté se multiplient tandis que les causes structurelles qui l'engendrent ne sont aucunement remises en question. Au Nord, on forme des chômeurs/euses pour un travail qui n'existe pas ou plus et au Sud, les institutions financières et les grandes Organisations Non Gouvernementales internationales d'assistance mettent les populations en situation de dépendance. Autrement dit, d'une part, les mécanismes économiques internationaux se libéralisent toujours davantage tandis que, d'autre part, les conséquences néfastes qu'ils provoquent sur les populations sont censées être gérées dans le cadre de programmes spécifiques.

3. L'évolution néolibérale amène une privatisation toujours plus grande des biens communs (eau, terre, services) et fragilise les Etats dans leur souveraineté. La prédominance de la logique économique prime sur la logique politique. Non seulement

le coût de la vie (au Nord) et de la survie (au Sud) augmente, mais de moins de moins de moyens existent, au Nord comme au Sud, pour soutenir/renforcer les mouvements sociaux et syndicats ainsi que l'éducation permanente et populaire ; pour défendre les droits et/ou maintenir ceux qui sont acquis.

4. Le regard porté sur les plus pauvres et les minorités au Nord et au Sud se durcit toujours davantage et les droits/intérêts de ceux-ci restent peu pris en compte malgré les outils juridiques internationaux, ceux-ci étant peu contraignants. Une autre menace est aussi réelle : les "pauvres", contraints à la survie au Nord comme au Sud, finissent par faire des choix qui leur sont défavorables à long terme, les perspectives de bénéfices à court terme l'emportant.

5. Au Nord comme au Sud, malgré le nombre de mesures et de projets en faveur des femmes, celles-ci continuent à vivre dans des conditions plus précaires que les hommes. Inégalité des salaires et dans l'accès aux ressources et leur contrôle, surcharge de travail productif et reproductif, violences familiales et extrafamiliales, problèmes de santé (notamment gynécologiques), telles sont les caractéristiques particulières qui ressortent de l'analyse.

Face à cette évolution, il existe des défis communs au Nord et au Sud

1. Contribuer à mettre fin aux inégalités criantes et expérimenter de nouvelles façons d'être en société : une autre économie, une autre conception du travail, une autre façon d'être ensemble (recréer du lien social et convivial), une autre manière de regarder l'autre et de l'accepter dans sa dignité ;

2. Soutenir et valoriser une éducation populaire bâtie sur des pédagogies :
 - Vivantes – qui se basent sur le vécu des gens “sans voix”, leurs savoirs/leur imaginaire/leur histoire ; qui redonnent de l’importance à l’écoute, à l’élaboration d’une parole personnelle et collective, à la considération et à la dignité ;
 - Critiques – qui permettent l’analyse du contexte dans lequel les personnes vivent afin qu’elles maîtrisent leur vie et les circonstances qui l’influencent ;
 - Actives – qui stimulent, chez les groupes “sans voix”, tant des mobilisations pour défendre leurs droits et/ou les garder qu’une volonté et une capacité de participer dans les lieux où se prennent les décisions qui les concernent.
3. Contribuer à l’émergence, au renforcement et à l’accompagnement de mouvements, d’organisations qui se fédèrent autour d’enjeux communs qui visent la démarchandisation de la vie, la répartition plus égalitaire des ressources et valorisent une approche éthique et holistique du monde tout en prenant en compte les diversités culturelles et les rapports de force inégalitaires entre les groupes.
4. Renforcer une théologie et une pastorale du développement qui défendent les valeurs d’un christianisme proche des personnes – et particulièrement de celles dont la voix n’est pas entendue – et promouvoir une ouverture croissante au dialogue interreligieux et interphilosophique.

Face à ces défis, les organisations de la société civile, au Nord comme au Sud, se battent sur plusieurs fronts. Elles demandent davantage

de soutien tant pour des programmes économiques alternatifs pour faire face aux besoins de survie des populations que pour des initiatives culturelles et éducatives qui permettent aux personnes de s’exprimer, d’être critiques et de participer aux décisions qui les concernent. La défense et la promotion des droits suppose aussi des actions politiques et la constitution et le renforcement de réseaux entre le Nord et le Sud, entre le Nord et le Nord, le Sud et le Sud. Un tel travail de mise en mouvement demande du temps et exige une garantie de ressources durables sur un long terme.